

Energie : les pays baltes se libèrent de Moscou

Les Etats ont séparé leur réseau électrique de celui de la Russie pour se raccorder à celui de l’Union européenne

REPORTAGE

ALYTUS, KLAIPEDA, VILNIUS
(LITUANIE) - envoyé spécial

Le policier, habillé de l’uniforme noir de la branche spéciale de sécurité publique de la police lituanienne, s’approche avec un miroir à glisser sous le châssis de la voiture pour s’assurer qu’il n’y a pas d’explosif. Une inspection du coffre, une autre sous le capot ; la voie est libre, les visiteurs peuvent passer. Il n’y a pas l’ombre d’une activité suspecte au cœur de cette campagne déserte et enneigée près d’Alytus, une petite ville de Lituanie, mais il n’est pas question de prendre le moindre risque : ce relais technique du réseau électrique lituanien, hérissé de pylônes et de câbles à haute tension, joue un rôle géopolitique majeur.

Samedi 8 février, le réseau électrique des trois pays baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie) a été déconnecté de celui de la Russie. Après un jour à fonctionner en autonomie, il a été raccordé au réseau européen, dimanche 9 février. Le centre d’Alytus, situé à 50 kilomètres de la frontière polonaise, est en première ligne. Il reçoit les lignes à haute tension qui viennent de Pologne, et au-delà d’Europe, assurant le raccordement. Mardi 4 février, quand *Le Monde* s’est rendu sur place, les équipements flambant neufs étaient prêts à fonctionner. « Nous sommes à la veille d’une étape historique, se félicitait, le 24 janvier, Yoko Alender, la ministre de l’énergie d’Estonie. Notre système énergétique va devenir entièrement indépendant de celui de la Russie. » La déconnexion électrique des Baltes de la Russie représente le point final de presque deux décennies de travail. Progressivement, longtemps dans l’indifférence complète du reste de l’Europe, les pays baltes ont réduit leur dépendance énergétique à leur encombrant voisin : d’abord le pétrole et le gaz, et maintenant l’électricité.

Grâce à ce travail de longue haleine, ils ont pu être les premiers à cesser toutes les importations de gaz russe au début de l’invasion en Ukraine, en février 2022. Ils ont aussi arrêté les importations d’électricité russe dès 2022, mais il restait encore la synchronisation des fréquences électriques entre les deux réseaux, qui demeurerait réalisée par Moscou. « La fréquence est l’un des paramètres-clés du bon fonctionnement d’un réseau électrique, et elle était contrôlée par un voisin qui n’est pas fiable ; ce n’était pas acceptable », dit Hannes Kont, directeur de la synchronisation d’Elering, le réseau électrique d’Estonie.

« C’était la dernière étape pour sortir de l’influence russe, se félicite Rokas Masiulis, le directeur général de Litgrid, le réseau électrique lituanien. Il y allait de notre sécurité nationale. » Pour parvenir à cette déconnexion, il a fallu effectuer de nombreux travaux techniques, pour un total de 1,6 milliard



Le terminal « Independence », en Lituanie, reçoit des bateaux du monde entier. Il stocke le GNL, le regazifie, avant de le réinjecter dans le réseau terrestre. KLAIPEDA LNGT

d’euros, financés aux trois quarts par l’Union européenne. « Cela représente un vrai coût, reconnaît Justina Budginaite-Froehly, une Lituanienne basée à Washington pour le cercle de réflexion Atlantic Council. Mais la liberté et l’indépendance ont un prix. »

Sectionnement

Signe que ce moment marque un tournant important, la guerre hybride menée en mer Baltique par la Russie s’est durcie. Onze « incidents » sur des infrastructures sous-marines ont été recensés depuis le début de l’invasion russe en Ukraine. Le 25 décembre 2024, un navire transportant du pétrole russe, l’Eagle-S, a fait trainer son ancre au fond de la Baltique sur près de 100 kilomètres. Il a sectionné l’un des deux câbles électriques qui relient l’Estonie à la Finlande (Estlink 2). « Si ça avait duré douze minutes de plus, les dommages auraient été bien pires », a déclaré Alexander Stubb, le président finlandais. Le bateau était en route vers le deuxième câble électrique reliant les deux pays (Estlink 1), et il a fallu l’intervention rapide d’un bâtiment des gardes-côtes finlandais pour l’interrompre.

Officiellement, il s’agit à chaque fois d’incidents techniques, et Moscou peut démentir toute implication. « Mais personne ne doute que les Russes sont derrière ces sabotages », affirme Tomas Jermalavicius, du Centre international

pour la défense et la sécurité, un cercle de réflexion basé en Estonie. « Faire trainer son ancre sur une telle distance, c’est pour le moins bizarre », confirme Gildas Prêcheur, militaire français basé à Vilnius, directeur adjoint du « centre d’excellence » de l’Organisation du traité de l’Atlantique Nord (OTAN) en sécurité énergétique.

La mer est d’huile et la température frôle 0 °C, une météo étonnamment clémente en ce début février à Klaipeda, le principal port lituanien sur la mer Baltique. Haut de 40 mètres, l’équivalent d’un immeuble de douze étages, le navire *Independence* et son large complexe de tuyaux blancs entremêlés domine les lieux. Il s’agit d’une énorme usine flottante, ancrée à une centaine de mètres de la rive. Ici, le 1^{er} janvier, la Lituanie, petite nation de 2,9 millions d’habitants, a fait ses premiers pas hors du giron énergétique russe.

L’*Independence* est un terminal de regazification de gaz naturel liquéfié (GNL). Il reçoit des bateaux du monde entier (essentiellement des Etats-Unis et de Norvège) chargés de GNL conservé sous forme liquide à – 160 °C. Il le chauffe à 15 °C pour le retransformer en gaz (son volume est alors multiplié par 600), puis l’envoie par gazoduc à travers la Lituanie et, au-delà, au reste des pays baltes.

En 2015, l’installation de ce bateau-usine était sous le feu des critiques. Trop cher, trop grand pour un pays de cette taille. Jurgita Silinskaite-Vensloviene, la directrice des affaires publiques de KN Energies, l’entreprise publique qui possède l’*Independence*, n’en a jamais cru un mot. Elle se rappelle le choc de voir les chars soviétiques débarquer à Vilnius, la capitale, et à Klaipeda, où elle habitait, quand elle était petite fille, en janvier 1991. Son pays, la Lituanie, avait déclaré son indépendance quelques mois plus tôt, en mars 1990, et Mikhaïl Gorbatchev, le dernier président de l’URSS, avait tenté un coup de force. Déjà, Moscou avait utilisé l’arme énergétique, en imposant un blocus du pays, y compris du pétrole. « On faisait la queue pour essayer de trouver de l’essence », se remémore-t-elle. Le bain de sang

a finalement été évité – il y a quand même eu 14 morts –, et la Lituanie a été formellement indépendante deux mois plus tard.

Mais l’arme énergétique est restée. En 2006, quand le pays a osé vendre sa raffinerie de pétrole à un groupe polonais plutôt que russe, Moscou a fermé les vannes du pipeline de pétrole qui alimentait le pays. Puis a utilisé l’arme du gaz. L’approvisionnement de la Lituanie dépendait alors entièrement d’un gazoduc venant de Russie. Si le flot n’a jamais été interrompu, Moscou utilisait ce monopole pour imposer des tarifs exorbitants. « Quand l’*Independence* a été installé, les prix que la Russie facturait ont baissé de 40 % ! », rappelle M^{me} Silinskaite-Vensloviene.

Ombre menaçante

Progressivement, l’ensemble des pays baltes ont suivi l’exemple lituanien, gagnant leur indépendance gazière. En Lettonie voisine, une grande zone de stockage de gaz, partagée par les trois pays, a été mise en place. Un gazoduc reliant la Finlande et l’Estonie, et un autre entre la Lituanie et la Pologne, ont été construits. Enfin, dans l’urgence, après le début de l’invasion russe en Ukraine, l’Estonie et la Finlande ont installé un autre terminal flottant de regazification, sur la côte finlandaise.

Dans ces conditions, les trois petits pays baltes (six millions d’habitants au total), dominés par l’ombre menaçante du voisin géant, ne cachent pas leur colère quand ils voient le reste de l’Europe louver avec la Russie et continuer à lui acheter des hydrocarbures. « Chaque dollar payé à la Russie pour son énergie est un dollar qui sert à financer sa guerre », s’agace Jason Moyer, directeur de recherche au Centre Wilson, un cercle de réflexion américain. « Cela fait des années qu’on parle constamment de cette dépendance énergétique à Bruxelles, et, pendant longtemps, l’Europe nous a ignorés », regrette, en janvier, Krzysztof Bolesta, le secrétaire d’Etat à l’énergie de Pologne.

Reste que cette rupture énergétique avec la Russie n’est pas sans conséquences négatives. Désor-

Cette déconnexion représente le point final de presque deux décennies de travail

mais, les pays baltes sont dépendants du bon fonctionnement de quelques câbles et gazoducs qui les raccordent aux pays nordiques et au continent européen. C’est surtout vrai pour le réseau électrique. Pour permettre la déconnexion, quatre interconnecteurs ont été construits depuis une décennie : deux entre l’Estonie et la Finlande (Estlink 1 et 2), un entre la Lituanie et la Suède (NordBalt), et un quatrième, terrestre, entre la Lituanie et la Pologne (LitPol). Or la guerre hybride menée par la Russie les rend très vulnérables.

Depuis la rupture d’Estlink 2, le jour de Noël 2024, seuls trois fonctionnent. L’un d’entre eux, LitPol, est désormais utilisé pour équilibrer les fréquences électriques entre les réseaux balte et européen, et n’a qu’une capacité limitée à importer ou exporter de l’électricité. En conséquence, l’électricité des pays baltes dépend du bon fonctionnement de seulement... deux interconnecteurs sur quatre. « En se déconnectant du réseau russe, il va falloir mieux protéger la mer Baltique », souligne Szymon Kardas, un Polonais expert en énergie à l’European Council on Foreign Relations, un cercle de réflexion.

Le 14 janvier, l’OTAN a annoncé un renforcement des moyens de surveillance. Des frégates, des avions de patrouille et des drones navals ont été mobilisés. Mais les sabotages sont relativement faciles à effectuer. Les câbles sont posés au fond de la Baltique, par une profondeur qui dépasse rarement 50 mètres. Parfois, en fonction du relief sous-marin, ils flottent même légèrement au-dessus du sol, ce qui rend aisé leur accrochage par une ancre. A l’endroit où il a été sectionné, Estlink 2 était enfoui sous 1 mètre de sable et de

sédiments, mais le sol était meuble et léger.

Réparer les câbles est une autre histoire. Estlink 2 devrait être de nouveau opérationnel « à la mi-été, dans un scénario optimum », affirme M. Kont, du réseau électrique estonien Elering. Il reconnaît que la dépendance aux interconnecteurs n’est pas une solution parfaite. « Mais le monde sans risque n’existe plus. La “fin de l’histoire” annoncée dans les années 1990 est terminée. Notre première responsabilité est désormais de gérer les risques », poursuit-il.

Enfin, la guerre hybride se mène aussi sur le front de la désinformation. Selon Mediaskopas, une entreprise de veille médiatique basée à Vilnius, les médias et les réseaux sociaux russes poussent les risques de coupures de courant plus forts et entraîneraient l’augmentation des prix. Les articles accusent aussi les forces de l’OTAN d’être derrière les sabotages des interconnecteurs. « Cette désinformation est souvent très intelligente », note Jurate Stankuviene, la directrice de Mediaskopas. Ils prennent un fait réel, puis le détournent pour le retourner contre nous. A la fin, les gens doutent, se disant que la vérité est plus compliquée qu’on ne veut bien le leur dire. »

Rien de nouveau à cette propagande. Elle-même avait 18 ans au moment de l’indépendance de la Lituanie. Quand les chars avaient débarqué à Vilnius, elle s’était précipitée dans la rue et s’était évanouie dans les mouvements de foule. « La presse soviétique avait utilisé une photo de moi, le visage complètement tordu alors que je faisais un malaise, pour faire passer les manifestants pour des fous... », raconte-t-elle. Elle enrage, quand elle voit l’Europe faire preuve de naïveté, continuant à acheter du gaz et du pétrole russes : « Personne ne croyait que la Russie envahirait l’Ukraine. De même, personne aujourd’hui ne croit qu’elle pourrait attaquer les pays baltes... » ■

ÉRIC ALBERT

